



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scotia

B3J 1T3

Bid Fax: (902) 496-5016

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scot

B3J 1T3

Title - Sujet 150kW DC Power Supply	
Solicitation No. - N° de l'invitation W355B-227948/A	Date 2021-07-20
Client Reference No. - N° de référence du client W355B-22-7948	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$HAL-220-11329	
File No. - N° de dossier HAL-1-87048 (220)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Atlantic Daylight Saving Time ADT on - le 2021-08-19 Heure Avancée de l'Atlantique HAA	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dunphy, Nancy	Buyer Id - Id de l'acheteur hal220
Telephone No. - N° de téléphone (902) 456-4287 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MARITIME FORCES ATLANTIC DOOR 13 BLDG D-200 HALIFAX NOVA SCOTIA B3K 5X5 CANADA	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	3
1.2 ÉNONCÉ DES BESOIN	3
1.3 COMPTE RENDU	3
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX.....	3
1.5 SERVICE CONNEXION POSTEL.....	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	4
2.4 LOIS APPLICABLES	5
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS.....	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	5
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	5
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	8
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	9
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	9
6.2 ÉNONCÉ DES BESOIN	9
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	9
6.4 DURÉE DU CONTRAT	10
6.5 RESPONSABLES.....	10
6.6 PAIEMENT.....	11
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	12
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
6.9 LOIS APPLICABLES	12
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	12
6.11 CONDITION DU MATÉRIEL – CONTRAT	12
6.12 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	13
6.13 INSPECTION ET ACCEPTATION	13
6.14 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	13
ANNEXE « A »	14
ÉNONCÉ DES BESOIN ET SPÉCIFICATIONS OBLIGATOIRES.	14
ANNEXE « B ».....	22
BASE DE PAIEMENT	22
ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	25

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	25
ANNEXE « D »	26
EXIGENCES RELATIVES AU CODE DE CONDUITE	26

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Énoncé des Besoin

Le ministère de la Défense (MDN), Installation de maintenance de la Flotte Cape Scott(IMF CS) a besoin qu'on lui fournisse, qu'on lui livre et qu'on garantisse des blocs d'alimentation c.c. de 150 kW et des accessoires. Remarque : L'IMF Cape Scott possède à l'heure actuelle sur place un (1) neutraliseur d'harmoniques HN300, un (1) neutraliseur d'harmoniques 450HN et huit (8) blocs d'alimentation MTD750-200/480. Tous les équipements fournis dans le cadre de cet appel d'offres doivent être entièrement compatibles avec ces appareils existants sans qu'on ne doive modifier les équipements nouveaux ou existants. Les substitutions ne sont acceptables que si le fabricant fournit une documentation indiquant que l'équipement est entièrement compatible avec l'équipement existant. Destination Halifax (Nouvelle-Écosse), B3K 5X5.

Option d'achat de blocs d'alimentation c.a. et d'accessoires additionnels :

Le gouvernement du Canada doit être capable de se prévaloir d'une option lui permettant d'acheter jusqu'à 3 blocs d'alimentation c.c. additionnels de 150 kW et accessoires décrits dans ce document pour une durée maximale de 12 mois à compter de la date de réception de l'équipement et des accessoires prévus dans le présent contrat. Destination Halifax (Nouvelle-Écosse), B3K 5X5.

Le besoin est décrit en détail à l'annexe A des clauses du contrat subséquent.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Accords commerciaux

Le besoin est assujetti aux dispositions des accords commerciaux suivants :

Accord de libre-échange canadien (ALEC), Accorde de libre-échange Canada-Corée, Organisation mondiale du commerce — Accord sur les marchés publics (OMC-AMP), Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), Accords de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), Accord de libre-échange Canada-Chili, Accord de libre-échange Canada-Colombie, Accords de libre-échange Canada-Honduras, Accord de libre-échange entre le Canada et le Panama, Accord de libre-échange Canada-Pérou, Accord de libre-échange Canada-Ukraine, Accord de continuité commerciale Canada-Royaume-Uni (ACC Canada-R.-U.).

1.5 Service Connexion postel

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie

3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

[A7035T](#) (2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés
[B1000T](#) (2014-06-26), Condition du matériel – soumission
[B3000T](#) (2006-06-16), Produits équivalents

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Bid Receiving Public Works and Government Services Canada / Réception des soumissions
Travaux publics et services gouvernementaux
1713 Bedford Row
Halifax, NS B3J 1T3

Adresse de courriel pour le service Connexion postel :
TPSGC.RAReceptionSoumissionsNE-ARBidReceivingNS.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#).

numéro de télécopieur : (902) 496-5016

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière

suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie papier)
Section II : Soumission financière (1 copie papier)
Section III : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences techniques obligatoires à l'annexe « A ».

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement de l'annexe « B ».

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5 et annexe « A ».

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Les exigences techniques obligatoires sont inclus à l'annexe « A ».

4.1.1.1 Produits équivalents

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :
 - a. indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
 - b. déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
 - c. fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
 - d. présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
 - e. indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
 - a. la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
 - b. le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.

3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26), Évaluation du prix-soumission

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des Besoin

Le besoin est décrit en détail à l'annexe « A » – Énoncé des besoins et critères obligatoires.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2010A](#) (2020-05-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date d'attribution du contrat au _____ inclusivement.

6.4.2 Biens et(ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens décrits dans l'annex « A », article 7 du contrat selon les mêmes conditions et aux prix ou aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les douze (12) mois après l'attribution du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

6.4.3 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le _____. À déterminer.

6.4.4 Points de livraison

Prestation de l'exigence sera faite à point(s) de livraison précisé à l'annexe « A » du contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Nancy Dunphy
Titre : Agent d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : la Direction générale des approvisionnements
Adresse : 1713 Bedford Row, Halifax, NS B3J 3C9

Téléphone : 902-456-4287
Télécopieur : 902-496-5016
Courriel : nancy.dunphy@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est : (sera inséré au moment de l'attribution du contrat)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-____

Télécopieur : ____-____-____

Courriel : _____ .

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (Le SOUMISSIONNAIRE À REMPLIR)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ ____

Télécopieur : ____ ____ ____

Adresse de courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme, comme précisé à l'annexe « B », pour un coût de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17), Limite de prix

6.6.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

6.6.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;

6.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

Ministère de la Défense Nationale
Forces maritimes de l'Atlantique
Installation de maintenance de la Flotte Cape Scott
Le bâtiment. D200, finances, 3e étage
C.P. 99000, Succ. Forces
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3K 5X5

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales biens (complexité moyenne);
- (c) Annexe A, Énoncé des besoins et critères obligatoires;
- (d) Annexe B, BASE DE PAIEMENT;
- (e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____.

6.11 Condition du matériel – contrat

L'entrepreneur doit fournir du matériel neuf, qui fait partie de la production courante et est fourni par le fabricant principal ou son agent accrédité. Le matériel doit être conforme à la dernière version du plan

applicable, de la spécification et de la description du numéro de pièce, selon le cas, qui était en vigueur à la date de clôture de la soumission.

6.12 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* [B1501C](#) (2018-06-21) Appareillage électrique
Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28) Assurance - aucune exigence particulière
Clause du *Guide des CCUA* [A9006C](#) (2012-07-16) Contrat de défense
Clause du *Guide des CCUA* [D2000C](#) (2007-11-30) Marquage
Clause du *Guide des CCUA* [D2001C](#) (2007-11-30) Etiquetage
Clause du *Guide des CCUA* [D2025C](#) (2017-08-17) Matériaux d'emballage en bois

6.13 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.14 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES BESOIN et Spécifications Obligatoires.

TITRE : Bloc d'alimentation c.c. de 150 kW

1. DESCRIPTION GÉNÉRALE

Le ministère de la Défense (MDN), Installation de maintenance de la Flotte Cape Scott(IMF CS) a besoin qu'on lui fournisse, qu'on lui livre et qu'on garantisse des blocs d'alimentation c.c. de 150 kW et des accessoires.

Remarque : L'IMF Cape Scott possède à l'heure actuelle sur place un (1) neutraliseur d'harmoniques HN300, un (1) neutraliseur d'harmoniques 450HN et huit (8) blocs d'alimentation MTD750-200/480. Tous les équipements fournis dans le cadre de cet appel d'offres doivent être entièrement compatibles avec ces appareils existants sans qu'on ne doive modifier les équipements nouveaux ou existants. Les substitutions ne sont acceptables que si le fabricant fournit une documentation indiquant que l'équipement est entièrement compatible avec l'équipement existant.

2. Caractéristiques des blocs d'alimentation c.c. et des accessoires :

2.1. Fabricant, modèle et quantité suggérés : (ou l'équivalent)

2.1.1.Magna

2.1.2.MTD 750-200/480+BD+LXI

2.1.3. de chaque

2.1.4.Si vous citez une documentation équivalente faisant état d'une compatibilité à 100 %.

2.2. Les caractéristiques suivantes du bloc d'alimentation c.c. de 150 kW sont obligatoires et doivent être respectées :

2.2.1.Tension de sortie de 750 V c.c.

2.2.2.Courant de sortie de 200 A

2.2.3.Tension d'entrée de 480 V c.a., triphasée

2.2.4.Fonctionnement en parallèle/série

2.2.5.Entièrement contrôlé via l'interface Ethernet TCP/IP

2.2.6.Diodes de blocage comprises

2.2.7.Débranchement de l'alimentation principale en cas de panne

2.2.8.Transistors bipolaires à porte isolée (IGBT) d'arrêt de la protection contre les surtensions/surintensités et alimentation principale

2.2.9.Refroidissement dépendant de la charge à vitesse variable

2.2.10. Ondulation maximale de 125 mVRMS

2.2.11. Tension de la régulation de ligne : $\pm 0,004$ % de la valeur à pleine échelle, courant de $\pm 0,02$ % de la valeur à pleine échelle

2.2.12. Régulation de charge : courant $\pm 0,01$ % de la valeur à pleine échelle, courant $\pm 0,05$ de la valeur à pleine échelle

2.2.13. Efficacité minimale de 90 %

2.2.14. Facteur de puissance supérieur à 0,90

2.2.15. Stabilité de $\pm 0,10$ % pendant 8 heures après 30 minutes de réchauffement

2.2.16. Dimensions maximales : 68 po x 48 po x 32 po

2.2.17. Poids maximal : 1 000 kg

2.2.18. Fonctions de diagnostic : perte de phase, conditions thermiques excessives, déclenchement de surtension, déclenchement de surintensité, fusion des fusibles

- 2.2.19. Commandes du tableau avant : marche/arrêt, démarrage/arrêt, entrée rotative de tension/courant, entrée rotative de surtension/surintensité, entrée de tension/courant sur clavier, entrée de surtension/surintensité sur clavier, paramètres d'affichage et fonction de saisie/effacement
- 2.2.20. Indicateurs : point de réglage de tension/courant, point de réglage de surtension/surintensité, contrôle interne/externe, alarmes, programmation à distance externe, détection à distance activée, programmation du clavier, réglage de la mémoire
- 2.2.21. Commandes du tableau arrière : point de réglage de tension/courant, point de réglage de surtension/surintensité, point de réglage de modulation, sortie de tension/courant, sortie d'alarme, contrôle interne/externe, sortie d'état, connexions maître/esclave, entrées de détection à distance, entrées RS232, activation du verrouillage, activation du bras
- 2.2.22. Tous les câbles et les connecteurs doivent être fournis pour relier les blocs d'alimentation aux diodes de blocage et aux interfaces utilisateur.

2.3. Caractéristiques de la diode de blocage :

2.3.1. Fabricant, modèle et quantité suggérés : (ou l'équivalent)

- 2.3.1.1. Magna**
- 2.3.1.2. BDx-A1-1000-300/UI**
- 2.3.1.3. 11 de chaque**
- 2.3.1.4. Si vous citez une documentation équivalente faisant état d'une compatibilité à 100 %.**

2.3.2. Les caractéristiques des diodes de blocage suivantes sont obligatoires et doivent être respectées :

- 2.3.2.1. Diode de blocage montée sur bâti : QTÉ (11 ch.)
- 2.3.2.2. Tension d'entrée : 1 000 V c.c.
- 2.3.2.3. Courant : 300 A c.c.
- 2.3.2.4. Dissipateur thermique et refroidissement par ventilateur entièrement fermés
- 2.3.2.5. Actif - CFP, tension d'entrée c.a. : 1Ø, 85-265 V c.a.
- 2.3.2.6. Réaction d'état des E/S de l'utilisateur
- 2.3.2.7. Alarme de température
- 2.3.2.8. Indicateur d'état du tableau avant
- 2.3.2.9. Borne de télédétection pour réaction de tension
- 2.3.2.10. Réaction de protection EMF
- 2.3.2.11. Mise en parallèle de la tension mixte
- 2.3.2.12. Prévention de décharge de charge
- 2.3.2.13. Dimensions maximales : 2 po x 19 po x 24 po
- 2.3.2.14. Poids maximal : 10 kg
- 2.3.2.15. Tous les câbles et les connecteurs doivent être fournis pour relier les diodes de blocage aux blocs d'alimentation et aux interfaces utilisateur.

2.3.3. Ferrure de montage de diode de blocage QTÉ (11 ch.) :

- 2.3.3.1. Montage latéral
- 2.3.3.2. Contient la diode de blocage
- 2.3.3.3. Construction en acier ou en aluminium

2.4. Spécifications de l'interface utilisateur :

2.4.1. Fabricant, modèle et quantité suggérés : (ou l'équivalent)

- 2.4.1.1. Magna**
- 2.4.1.2. UID53**
- 2.4.1.3. 11 de chaque**
- 2.4.1.4. Si vous citez une documentation équivalente faisant état d'une compatibilité à 100 %.**

2.4.2. Les spécifications suivantes de l'interface utilisateur sont obligatoires et doivent être respectées :

- 2.4.2.1. Permet le raccordement de blocs d'alimentation en mode maître/esclave en parallèle ou en série.
- 2.4.2.2. Surveille les alarmes des diodes de blocage.
- 2.4.2.3. Permet le raccordement de blocs d'alimentation en parallèle ou en série.
- 2.4.2.4. Permet le raccordement de blocs d'alimentation supplémentaires.
- 2.4.2.5. Tous les câbles et les connecteurs doivent être fournis pour relier les interfaces utilisateur entre elles, ainsi que les diodes de blocage et les blocs d'alimentation.

3. Équivalence de l'équipement

3.1. Avis aux soumissionnaires : Cet article fera partie de tout contrat subséquent où des produits équivalents ont été proposés.

3.2. L'entrepreneur garantit que l'équipement livré dans le cadre du contrat est :

- 3.2.1. équivalent, sur le plan de la forme, du montage, de la fonction et de la qualité, au matériel demandé par le Canada et décrit dans la demande de soumissions donnant lieu à ce contrat;
- 3.2.2. entièrement compatible, interchangeable et interexploitable avec le matériel existant appartenant au Canada.

3.3. L'entrepreneur assure également que toute garantie obtenue auprès d'un tiers concernant le matériel existant appartenant au Canada ne sera pas touchée par l'utilisation que fait celui-ci du matériel qui lui est livré en vertu du contrat (p. ex. par l'interconnexion) ni par tout autre service fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat. Si le Canada détermine, à sa discrétion, qu'une telle garantie est touchée, l'entrepreneur doit :

- 3.3.1. verser au Canada la somme que celui-ci doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) afin de certifier de nouveau le matériel existant du Canada aux fins de la garantie, ainsi que tout autre montant versé par le Canada à un tiers afin de restituer l'état de la garantie à sa pleine capacité;
- 3.3.2. effectuer tous les travaux de garantie sur l'équipement existant du Canada au lieu du fournisseur initial;
- 3.3.3. verser au Canada la somme que celui-ci doit verser au fournisseur initial (ou à un distributeur autorisé de ce fournisseur) pour effectuer les travaux de maintenance sur l'équipement qui seraient normalement couverts par la garantie.

3.4. L'entrepreneur convient que si le Canada, au cours de la période du contrat, détermine qu'un matériel n'est pas équivalent à l'état, à la pertinence, au fonctionnement et à la qualité du matériel existant appartenant au Canada ou qu'il n'est pas pleinement compatible, interchangeable et interexploitable avec le matériel existant appartenant au Canada, l'entrepreneur devra immédiatement et entièrement à ses propres frais prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que le matériel satisfasse ces exigences (par exemple, en mettant en application un logiciel ou un micrologiciel supplémentaire), faute de quoi le

Canada aura le droit de résilier immédiatement le contrat pour défaut d'exécution. Si le Canada résilie le contrat pour ce motif, l'entrepreneur convient qu'il devra lui payer le coût d'achat du matériel auprès d'un tiers et la différence, s'il y a lieu, du prix payé par le Canada à ce tiers. L'entrepreneur reconnaît qu'à défaut de livrer un matériel équivalent qui satisfait aux exigences susmentionnées, il pourrait (ainsi que ses filiales et toute autre entité avec qui il a un lien de dépendance) se retrouver dans l'incapacité de proposer une solution de remplacement équivalente en réponse à une future demande de soumissions du MDN.

4. Spécifications électriques :

- 4.1. Deux (2) neutraliseurs d'harmoniques existants doivent être raccordés à cinq (5) blocs d'alimentation de 150 kW existants. Le câblage et les connecteurs doivent être fournis comme indiqué ci-dessus et dans ce document.
- 4.2. Accessoires et équipements standards :
 - 4.2.1. Tous les équipements et accessoires standards requis doivent être entièrement (100 %) compatibles les uns avec les autres, ainsi qu'avec les blocs d'alimentation c.c., les diodes de blocage et les interfaces utilisateur qui sont spécifiés ici.

5. Homologation électrique :

- 5.1. L'équipement fourni doit être homologué par un organisme d'homologation en électricité acceptable. Les organismes suivants sont des organismes d'homologation acceptables. La commande électrique doit porter une étiquette d'un de ces organismes afin d'être reconnue comme approuvée. Veuillez noter les organismes admis :
 - 5.1.1. Association canadienne de normalisation (CSA),
 - 5.1.2. QPS/Entela,
 - 5.1.3. Intertek Testing Services,
 - 5.1.4. Laboratoire des assureurs du Canada (ULC),
 - 5.1.5. Laboratoires des assureurs (UL),
 - 5.1.6. Met Laboratories Inc. (MET),
 - 5.1.7. TUV Rheinland of North America,
 - 5.1.8. Services de vérification de la qualité (QAI),
 - 5.1.9. TUV America Inc.
- 5.2. REMARQUE : Les marques de tous les organismes ci-dessus (sauf la CSA et les ULC) doivent être accompagnées d'un petit « c » à la position de huit heures ou d'un numéro de norme canadienne pour indiquer que le produit est homologué selon une norme canadienne.
- 5.3. Tout équipement qui n'a pas été homologué par un des organismes susmentionnés ne peut être accepté que s'il a été inspecté et étiqueté sur place par la CSA, QPS/Entela, Intertek Testing Services, MET Laboratories, TUV America Inc. ou les ULC en vertu du programme d'inspection spéciale. Cette inspection doit être effectuée avant la livraison de l'équipement à l'IMF Cape Scott, et une copie du rapport de document de vérification doit accompagner la machine au moment de la livraison. Veuillez noter les organismes admis :
 - 5.3.1. Association canadienne de normalisation (CSA),
 - 5.3.2. QPS/Entela,
 - 5.3.3. Intertek Testing Services,
 - 5.3.4. Met Laboratories Inc. (MET),
 - 5.3.5. TUV America Inc.;
 - 5.3.6. Laboratoire des assureurs du Canada (ULC).

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6. Documents requis :

6.1. Deux (2) manuels originaux en format papier pour chaque machine livrée, notamment :

- 6.1.1. un manuel d'installation,
- 6.1.2. un manuel d'entretien,
- 6.1.3. un manuel d'utilisation,
- 6.1.4. une liste des pièces,
- 6.1.5. des schémas des circuits électriques.

7. Option d'achat de blocs d'alimentation c.a. et d'accessoires additionnels

7.1.1. Le gouvernement du Canada doit être capable de se prévaloir d'une option lui permettant d'acheter jusqu'à 3 blocs d'alimentation c.c. additionnels de 150 kW et accessoires décrits dans ce document pour une durée maximale de 12 mois à compter de la date de réception de l'équipement et des accessoires prévus dans le présent contrat. Destination - Halifax (NOUVELLE-ÉCOSSE) B3K 5X5.

8. Livraison

8.1. La livraison DOIT avoir lieu 16 semaines après l'attribution du contrat.

LES CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES

TITRE :

SOUTIEN AUX SOUS-MARINS BLOCS D'ALIMENTATION C.C.

DP W355B-227948

Instructions : Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission deux (2) exemplaires des documents descriptifs, le cas échéant, avec suffisamment de détails pour clairement montrer que l'article ou les articles offerts sont conformes à chacun des éléments décrits dans les spécifications énoncées dans l'Énoncé des besoins (ÉB) indiqué dans le présent document.

Les soumissionnaires doivent établir des renvois au numéro de page, ainsi que souligner la spécification dans leurs brochures ou leurs fiches techniques pour démontrer et étayer la conformité à chacun des critères techniques obligatoires dans l'ÉB. Vous pouvez ajouter des commentaires pour appuyer votre soumission.

Le soumissionnaire a avantage à fournir le plus de détails possible pour justifier ses observations et affirmations quant au respect de chaque spécification.

REMARQUE : L'État n'est PAS obligé de demander des éclaircissements sur les soumissions ou sur les documents techniques fournis. Toute soumission non conforme à une des exigences ci-dessous sera considérée comme inacceptable et ne sera pas évaluée davantage.

Les soumissionnaires doivent formuler des commentaires ou fournir le numéro de page pour chaque élément du tableau suivant, ou leur soumission sera jugée non conforme.

N°	CARACTÉRISTIQUES	N° DE PAGE OU RENVOI	COMMENTAIRES
2.2	Les caractéristiques suivantes du bloc d'alimentation c.c. de 150 kW sont obligatoires et doivent être respectées :		
2.2.1	Tension de sortie de 750 V c.c.		
2.2.2	Courant de sortie de 200 A		
2.2.3	Tension d'entrée de 480 V c.a., triphasée		
2.2.4	Fonctionnement en parallèle/série		
2.2.5	Entièrement contrôlé via l'interface Ethernet TCP/IP		
2.2.6	Diodes de blocage comprises		
2.2.7	Débranchement de l'alimentation principale en cas de panne		
2.2.8	Transistors bipolaires à porte isolée (IGBT) d'arrêt de la protection contre les surtensions/surintensités et alimentation principale		
2.2.9	Refroidissement dépendant de la charge à vitesse variable		
2.2.10.	Ondulation maximale de 125 mVRMS		

N°	CARACTÉRISTIQUES	N° DE PAGE OU RENVOI	COMMENTAIRES
2.2.11	Tension de la régulation de ligne : $\pm 0,004$ % de la valeur à pleine échelle, courant de $\pm 0,02$ % de la valeur à pleine échelle		
2.2.12	Régulation de charge : courant $\pm 0,01$ % de la valeur à pleine échelle, courant $\pm 0,05$ de la valeur à pleine échelle		
2.2.13	Efficacité minimale de 90 %		
2.2.14	Facteur de puissance supérieur à 0,90		
2.2.15	Stabilité de $\pm 0,10$ % pendant 8 heures après 30 minutes de réchauffement		
2.2.16	Dimensions maximales : 68 po x 48 po x 32 po		
2.2.17	Poids maximal : 1 000 kg		
2.2.18	Fonctions de diagnostic : perte de phase, conditions thermiques excessives, déclenchement de surtension, déclenchement de surintensité, fusion des fusibles		
2.2.19	Commandes du tableau avant : marche/arrêt, démarrage/arrêt, entrée rotative de tension/courant, entrée rotative de surtension/surintensité, entrée de tension/courant sur clavier, entrée de surtension/surintensité sur clavier, paramètres d'affichage et fonction de saisie/effacement		
2.2.20.	Indicateurs : point de réglage de tension/courant, point de réglage de surtension/surintensité, contrôle interne/externe, alarmes, programmation à distance externe, détection à distance activée, programmation du clavier, réglage de la mémoire		
2.2.21	Commandes du tableau arrière : point de réglage de tension/courant, point de réglage de surtension/surintensité, point de réglage de modulation, sortie de tension/courant, sortie d'alarme, contrôle interne/externe, sortie d'état, connexions maître/esclave, entrées de détection à distance, entrées RS232, activation du verrouillage, activation du bras		
2.2.22	Tous les câbles et connecteurs doivent être fournis pour relier les blocs d'alimentation aux diodes de blocage et aux interfaces utilisateur		
2.3.2	Les caractéristiques des diodes de blocage suivantes sont obligatoires et doivent être respectées :		
2.3.2.1	Diode de blocage montée sur bâti : QTÉ (11 ch.)		

N°	CARACTÉRISTIQUES	N° DE PAGE OU RENVOI	COMMENTAIRES
2.3.2.2	Tension d'entrée : 1 000 V c.c.		
2.3.2.3	Courant : 300 A c.c.		
2.3.2.4	Dissipateur thermique et ventilateur de refroidissement entièrement fermés		
2.3.2.5	Actif - CFP, tension d'entrée c.a. : 1Ø, 85-265 V c.a.		
2.3.2.6	Réaction sur l'état des E/S utilisateur		
2.3.2.7	Alarme de température		
2.3.2.8	Indicateur d'état du panneau avant		
2.3.2.9	Borne de télédétection pour retour de tension		
2.3.2.10	Protection EMF de retour		
2.3.2.11	Mise en parallèle de la tension mixte		
2.3.2.12	Prévention de décharge de charge		
2.3.2.13	Dimensions maximales : 2 po x 19 po x 24 po		
2.3.2.14	Poids maximal : 10 kg		
2.3.2.15	Tous les câbles et les connecteurs doivent être fournis pour relier les diodes de blocage aux blocs d'alimentation et aux interfaces utilisateur.		
2.3.3	Ferrure de montage de diode de blocage QTÉ (11 ch.) :		
2.3.3.1	Montage latéral		
2.3.3.2	Contient la diode de blocage		
2.3.3.3	Construction en acier ou en aluminium		
2.4.2	Les caractéristiques suivantes de l'interface utilisateur sont obligatoires et doivent être respectées :		
2.4.2.1	Permet le raccordement de blocs d'alimentation en mode maître/esclave en parallèle ou en série		
2.2.2.2	Surveille les alarmes des diodes de blocage		
2.2.2.3	Permet le raccordement de blocs d'alimentation en parallèle ou en série		
2.2.2.4	Permet le raccordement de blocs d'alimentation supplémentaires		
2.2.2.5	Tous les câbles et les connecteurs doivent être fournis pour relier les interfaces utilisateur entre elles, ainsi que les diodes de blocage et les blocs d'alimentation.		
4	Courant électrique nécessaire		
5	Certification électrique		

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Les prix doivent être en dollars canadiens, taxes applicables en sus, destination FAB, taxes d'accise et droits de douane canadiens compris.

Pour être jugée recevable, une soumission doit répondre aux exigences de la demande de soumissions énoncées à l'annexe A et respecter tous les critères obligatoires qui sont énoncés à l'annexe C. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat. Aucuns autres frais ne seront autorisés.

Tableau 1 – Besoin ferme :

POINT	U de D	QTÉ	PRIX UNITAIRE	PRIX CALCULÉ
Alimentation c.c. de 150 kW répondant à toutes les spécifications indiquées à l'annexe A	Chaque	3	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Marque et modèle : Magna - MTD 750-200/480+BD+LXI Ou l'équivalent Faire - Modèle :				
Diode de blocage à montage sur bâti, comme on peut le voir en détail à l'annexe A Marque et modèle : Magna - BDx-A1-1000-300/UI Ou l'équivalent Faire - Modèle :	Chaque	11	\$	\$
Support de montage de diode de blocage, comme on peut le voir en détail à l'annexe A Marque et modèle :	Chaque	11	\$	\$
Interface utilisateur, comme on peut le voir en détail à l'annexe A Marque et modèle : Magna - UID53 Ou l'équivalent Faire - Modèle :	Chaque	11	\$	\$
			TOTAL	

Tableau 2 : Besoin optionnel :

POINT	U de D	QTÉ	PRIX UNITAIRE	PRIX CALCULÉ
Alimentation c.c. de 150 kW répondant à toutes les spécifications indiquées à l'annexe A Marque et modèle : Magna - MTD 750-200/480+BD+LXI Ou l'équivalent Faire - Modèle :	Chaque	3	\$	\$
Diode de blocage à montage sur bâti, comme on peut le voir en détail à l'annexe A Marque et modèle : Magna - BDx-A1-1000-300/UI Ou l'équivalent	Chaque	11	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

POINT	U de D	QTÉ	PRIX UNITAIRE	PRIX CALCULÉ
Faire - Modèle :				
Support de montage de diode de blocage, comme on peut le voir en détail à l'annexe A	Chaque	11	\$	\$
Marque et modèle :				
Interface utilisateur, comme on peut le voir en détail à l'annexe A	Chaque	11	\$	\$
Marque et modèle : Magna - UID53				
Ou l'équivalent				
Faire - Modèle :				
Expédition et manutention inclus, TVH en sus			TOTAL	\$

Le gouvernement du Canada doit être capable de se prévaloir d'une option lui permettant d'acheter jusqu'à 3 blocs d'alimentation c.c. additionnels de 150 kW et accessoires décrits dans ce document pour une durée maximale de 12 mois à compter de la date de réception de l'équipement et des accessoires prévus dans le présent contrat. Destination - Halifax (NOUVELLE-ÉCOSSE) B3K 5X5.

Tableau 1 _____ \$ + Tableau 2 _____ \$ = _____ \$
prix évalué

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.1 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W355B-227948/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID
hal220

N° de réf. du client - Client Ref. No.
W355B-22-7948

File No. - N° du dossier
HAL -1-87048

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D »

EXIGENCES RELATIVES AU CODE DE CONDUITE

Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission, au plus tard à la date de clôture de la demande de soumissions :

a) une liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement des administrateurs de leur entreprise;

Dénomination sociale complète du fournisseur : _____

Adresse du fournisseur : _____

NEA du fournisseur : _____

Liste des administrateurs : Veuillez fournir une liste complète des noms de toutes les personnes qui siègent actuellement au conseil d'administration de l'entreprise susmentionnée.

Administrateurs : (Veuillez écrire lisiblement en lettres moulées)

NOM	NOM	NOM	NOM

Au besoin, joindre une autre feuille pour des noms additionnels.